

# TRADITION ET TRADUCTION : LA MODERNITÉ JAPONAISE

NOBUTAKA MIURA

---

***Quel a été le rôle de l'Occident dans le réveil du Japon féodal ? Par quel système de transmission s'est-il inscrit dans la modernité ? Quelle place revient à l'emprunt et au transport dans la métamorphose du Japon ?***

---

**J**e relèverai, avant de répondre, quatre tendances majeures qui caractérisent la modernité occidentale : 1) l'avènement de l'individu et la sécularisation sur le plan culturel, 2) le passage de la communauté prémoderne de *Gemeinschaft* à la société d'organisation rationnelle ou *Gesellschaft* sur le plan social, 3) la démocratie dans le cadre de l'État de droit et le nationalisme comme « religion civile » sur le plan politique, 4) l'économie de marché capitaliste et l'industrialisation sur le plan économique. Il faudrait ajouter à la liste la mondialisation de l'Europe par la conquête du monde.

Dès lors un constat s'impose : le Japon a réussi tout au moins en apparence son pari de la modernisation, par la voie de l'occidentalisation. Il a vu s'instaurer sur son sol une économie capitaliste et une démocratie parlementaire. Sur le plan politique, le Japon de Meiji (1868-1912) a mis en place une monarchie constitutionnelle dotée du système parlementaire bicaméral dès 1890. Mais le régime de Meiji autoritaire et autocratique s'est assez vite altéré en une contre-démocratie avant de se solder dans le cuisant échec que chacun connaît. Du point de vue de la sécularisation et de la séparation du religieux et du politique, la

révolution de Meiji a été effectuée par la restauration du pouvoir impérial. L'autorité de l'empereur se fait consolider par le « shinto d'État » inventé comme religion civile d'État, dont l'empereur, le descendant des Dieux fondateurs du pays, serait le prêtre suprême. Toute ambiguïté de la modernité japonaise provient de cette contradiction fondatrice de la révolution par la restauration <sup>1</sup>.

Si le Japon a su se moderniser grâce à la technologie occidentale tout en sauvegardant son âme, l'envers du succès est le déficit de l'individualisme et de la démocratie. Telle a été la critique de la modernité incomplète et boiteuse du Japon, anticipée par Natsumé Sôseki (1867-1916) <sup>2</sup> dès la fin de l'ère Meiji et formulée surtout après la Seconde Guerre mondiale par la gauche marxiste aussi bien que par la gauche libérale dite « moderniste » (*kindaishugi*) <sup>3</sup>. Ces deux courants de pensée progressiste sont restés influents dans l'académisme comme dans les média jusqu'à la fin des années 1960.

Le discours culturaliste dit « *Nihonjinron* » se multiplie en contrepoint dans les années 1970 et gagne les esprits puisqu'il est de nature à débarrasser les Japonais de leur complexe d'infériorité vis-à-vis de l'Occident. En effet, le temps est révolu d'analyser la société japonaise en termes de « retard » ou de « déficit » par rapport au modèle prétendument universel de l'Occident. Pour les culturalistes, la société japonaise est tout simplement différente et représente une autre voie de la modernisation.

Ce courant trouve la synthèse académique la plus sophistiquée dans *La société fondée sur l'« ié » comme civilisation* que trois professeurs en sciences sociales de l'Université de Tokyo <sup>4</sup> ont publiée en 1979, l'année où l'Américain Ezra Vogel a sorti *Japan As Number One*. En réduisant la modernisation à l'industrialisation, les auteurs déclarent que l'industrialisation a été bel et bien possible sans l'individualisme et que l'Occident n'est pas le seul modèle de la modernisation. La notion d'« ié » (famille-maison), érigée en un principe civilisationnel, est proche de *Gemeinschaft*, communauté prémoderne. Mais l'originalité de

la modernité japonaise serait, selon ces auteurs, que le vieux principe de « famille-maison » a connu une extension telle que tous les corps intermédiaires entre l'individu et l'État comme la maison de commerce et l'entreprise industrielle, l'école, le syndicat, l'armée et le parti politique sont organisés et fonctionnent comme un système communautaire quasi-familiale. Rappelons que l'État impérial de l'avant-guerre était assimilé à une grande famille-maison organique, fortement hiérarchisé certes mais solidaire. L'empereur étant le chef de l'État-famille, les sujets sont assimilés à ses enfants. On dirait un communautarisme généralisé, structurant à tous les échelons un État national culturellement homogène. Dans le cas du Japon, le « communautarisme » intègre la société au lieu de la diviser, mais au prix de l'exclusion des éléments non-conformistes et dissidents. Toute médaille a son revers.

#### **ASSIMILATION SUBIE OU APPROPRIATION VOLONTAIRE ?**

Si la modernité est le produit de l'Occident par excellence, la modernisation du monde non-occidental devait s'effectuer, qu'on le veuille ou non, par référence à l'Occident. L'accès à la modernité des régions du monde non-occidentales devait passer par une des deux voies : soit par l'assimilation forcée *par* l'Occident, soit par l'assimilation volontaire à l'Occident. La première voie est l'accès à la modernité par la colonisation, par l'assimilation imposée et subie. C'est le cas des régions du monde colonisées. La construction de l'État national après l'indépendance devait se mener avec beaucoup de difficultés, mais dans le moule institutionnel et linguistique légué par le pays colonisateur.

La seconde voie est l'accès à la modernité par l'apprentissage, par l'appropriation volontaire de la modernité occidentale. C'est le cas des pays dont le niveau de développement leur a permis de résister à la tentative de domination de la part de l'Occident. Le Japon, situé à l'Extrême de l'Orient, est un des rares exemples réussis de la modernisation par la seconde voie, par le mimétisme délibéré de la civilisation occidentale. S'il faut trouver d'autres

exemples du même cas de figure, on pourrait mettre dans le même panier le Japon et la Turquie.

Il paraît nécessaire, pour affiner la mappemonde de la modernité, de mettre entre le « centre » et la « périphérie » une troisième zone, celle de la « semi-périphérie » ou du « sous-centre », et de regrouper dans cette catégorie intermédiaire un petit nombre de puissances régionales non-occidentales qui ont su subsister en se modernisant. Dans cette carte du monde en trois zones, on relèvera facilement la vision évolutionniste du développement selon laquelle la société doit évoluer de l'état primitif et barbare vers la civilisation en passant par le stade semi-développé. Mais c'est la vision du monde largement diffusée dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les écrits de Herbert Spencer, philosophe anglais, étant traduits en japonais, son évolutionnisme social était connu au Japon dès les années 1876.

L'évolutionnisme dit que seuls survivront les organismes les mieux adaptés au changement de l'environnement. Appliquez cette loi à la course à la civilisation en Asie, on comprendra mieux l'ambition du Japon qui se disait : « Sortons d'Asie et entrons en Occident » (*Datsua-nyûô*). Cette expression attribuée à Fukuzawa Yukichi, le philosophe des Lumières le plus important du Japon moderne, est devenu un des mots d'ordre de Meiji, en complément de « Âme japonaise, technique occidentale », « Civilisons, modernisons » (*Bunmei-kaïka*), de « Nation riche, Armée forte » (*Fukoku-kyôhei*) et de « Industrialisons le pays » (*Shokusan-kôgyô*).

## **MODERNISATION PAR TRADUCTION**

La traduction a été la courroie de transmission aussi bien que le moyen d'appropriation du savoir occidental. À la différence des pays colonisés, le Japon qui a sauvé sa langue, a sauvé sa langue, quitte à la moderniser. Après l'ouverture du pays, l'assimilation du savoir occidental est rendue possible par la traduction massive des documents dans tous les domaines stratégiques pour la

construction d'un État moderne. Plus important encore est le fait que ce travail gigantesque de traduction n'est pas effectué à partir d'une seule langue mais à partir de plusieurs langues européennes, essentiellement de l'anglais, du français, de l'allemand. Ce sont ces trois langues qui sont les plus étudiées dans l'enseignement supérieur assez rapidement mis en place <sup>5</sup>. La longue tradition des études chinoises et la pratique plus récente de la traduction à partir du néerlandais avaient sans aucun doute préparé le terrain pour cet essor de la traduction à l'ère Meiji. Il conviendrait de rappeler à cet égard la situation des études scientifiques et littéraires au Japon avant son ouverture à l'Occident.

Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, le Japon voit se développer en concurrence, à côté des études chinoises (*Kangaku*), les études hollandaises (*Langaku*) et les études nationales (*Kokugaku*).

D'abord, les études chinoises qui sont les plus anciennes des trois. Appelées également études confucianistes en raison de leur tradition philosophique et morale, elles constituèrent à la fois la source de la culture de la classe dirigeante et l'idéologie dominante du Shôgunat. Elles faisaient partie du cursus des « écoles des fiefs » (*Hankô*) destinées à la formation des jeunes samourais. Les études chinoises ayant la place comparable à celle des études du grec et du latin pour les élites occidentales, la culture des classiques chinois est restée longtemps un signe de distinction pour les hommes cultivés. Et cela jusqu'à la fin de l'ère Meiji <sup>6</sup>.

Ensuite, les études hollandaises. Si le gouvernement du Shôgun a promulgué une série de décrets dans les années 1630 pour fermer complètement le pays, les seuls Pays-Bas, parmi les nations européennes, furent autorisés à commercer avec le Japon au comptoir de Nagasaki. Ce choix est explicable par le fait que les Pays-Bas étaient la nation commerçante la plus prospère au début du XVII<sup>e</sup> siècle et qui, de plus, n'avait pas affiché l'ambition de prosélytisme. Le comptoir hollandais de Nagasaki est ainsi devenu la seule fenêtre du Japon ouverte sur l'Occident. Voilà pourquoi *History of Japan* (version anglaise en 1727) d'Engelbert

Kaempfer, médecin allemand engagé au comptoir hollandais en 1690, restait l'unique source d'informations sur le Japon pour Montesquieu, Voltaire et Kant. Dans le sens inverse, tout le savoir occidental passait par le néerlandais. La traduction laborieuse achevée en 1774 de l'ouvrage allemand *Anatomische Tabellen* à partir de sa version néerlandaise, illustre bien le développement des études hollandaises à l'époque d'Edo.

Enfin, les études nationales japonaises. Ce courant trouve sa meilleure défense et illustration dans les travaux de Motoori Norinaga (1730-1801). Il se consacra à l'étude philologique des grands classiques comme le *Dit du Genji* (début du XI<sup>e</sup> siècle) ou le *Kojiki* (712), pour revaloriser le « *yamato-gokoro* » (âme japonaise) au détriment du « *kara-gokoro* » (esprit chinois). Les études nationales représentent un mouvement de retour à la source originelle. Elles sont nées pour répondre au besoin d'identifier ce qui est proprement japonais en remontant jusqu'à des textes les plus anciens. Le fameux « *mono-no-awaré* » (sentiment du beau éphémère) est l'esthétique défini par Norinaga.

Le Bureau d'enquêtes sur les livres étrangers (*Bansho-sirabédokoro*) créé par le Shôgunat a ouvert le service de l'anglais en 1860 et celui du français en 1861. Le premier dictionnaire français-japonais sera publié en 1864. La première école de français digne de ce nom ouvrira ses portes à Yokohama en 1865. Les années 1860 marquent ainsi un tournant important dans l'histoire des études occidentales au Japon.

Ce multilinguisme avant la lettre mérite une mention spéciale, comparé avec le monolinguisme subi des pays colonisés qui se voient imposer la langue du pays colonisateur. Le français pour l'Algérie, l'anglais pour l'Inde, pour ne citer que ces deux exemples. Il m'est arrivé de visiter une grande librairie à Rabat au Maroc. Je n'y ai trouvé que les livres français, le rayon des livres en arabe étant réduit à la portion congrue.

L'examen rapide de la pratique de la traduction nous conduit à constater trois phénomènes intéressants. *Primo*, la pluralité des

langues sources, donc le multilinguisme de réception des pays non-européens qui ont sauvegardé l'indépendance comme le Japon. *Secundo*, le caractère unilatéral et non réciproque de la traduction. Le transfert du savoir s'effectue du centre vers la périphérie comme l'eau coule du haut vers le bas. La traduction fut effectuée longtemps dans le sens des langues européennes vers les langues exotiques et non dans le sens inverse. La condescendance européocentrique n'a pas facilité le rééquilibrage des échanges en traduction. *Tertio*, le rôle de pivot de la langue semi-centrale dans la pratique de traduction en relais. Il arrive que la traduction des langues centrales en langues périphériques passe par une langue semi-centrale. Le savoir occidental a été souvent transféré en coréen et en chinois relayé par la langue japonaise. Pour ne citer que deux exemples, la première traduction du *Contrat social* de Rousseau en chinois fut effectuée à partir de la traduction japonaise et le *Discours à la nation allemande* de Fichte est passé en coréen via la version japonaise pour susciter, paradoxalement, le réveil national des Coréens sous la domination japonaise. Ce phénomène de double traduction ou de traduction en relais témoigne bien de l'évolution géopolitique et géoculturelle du Japon en Extrême-Orient.

Dès les années 1900, donc après la victoire du Japon sur la Chine en 1895, les jeunes Chinois seront de plus en plus nombreux à venir étudier au Japon comme Lu Xun, futur romancier de *Diary of a Madman*, Chiang Kai-shek ou Chou En-lai. Pour traduire les notions occidentales, les Japonais ont créé avec les idéogrammes chinois, un grand nombre de mots nouveaux, comme *tetsugaku* pour dire « philosophie », qui sont souvent repris par les Chinois. Les Japonais, qui avaient importé de Chine le bouddhisme et l'écriture au cours du VI<sup>e</sup> siècle, renvoient l'ascenseur, le seuil de la modernité une fois franchi, en apprenant aux Chinois par exemple la distinction entre la religion et la superstition avec les deux néologismes de *shûkyô* et de *meishin*.

## **PLUSIEURS MODÈLES DE MODERNITÉ**

Si la France a séduit tant d'élites japonaises, c'est par « l'avantage comparatif » qu'elle affichait dans certains domaines par rapport aux autres nations. Et pour définir cet avantage comparatif, il fallait faire des comparaisons.

Voilà exactement le motif, rétrospectivement parlant, qui a conduit la célèbre Mission Iwakura à visiter douze pays d'Occident en dix-huit mois à partir de la fin de l'an 4 de l'ère Meiji, entre décembre 1871 et septembre 1873.

Sans attendre le retour de la Mission, le gouvernement de Meiji invite de nombreux professeurs et ingénieurs américains et européens en vue d'importer les savoirs et savoir-faire de l'Occident. Entre 1868 et 1889, donc dans les vingt premières années de Meiji, ont été engagés neuf cent vingt-huit Anglais, trois cent soixante-quatorze Américains, deux cent cinquante-neuf Français, cent soixante-quinze Allemands, etc. Ces « étrangers engagés » le sont dans des conditions très alléchantes et confortables à tel point que leurs salaires pesèrent très lourd sur le budget de l'État. C'est ainsi que les premiers professeurs de l'Université de Tokyo furent souvent des savants et scientifiques occidentaux jusqu'à ce que la relève soit assurée par des Japonais qu'ils ont formés ou qui ont fait un séjour d'études en Occident.

Dans le sens inverse, le gouvernement envoie beaucoup de jeunes talents en Amérique et en Europe pour leur formation. Leurs études étant prises en charge par l'État, ils sont destinés à retourner au pays pour servir l'État. À cet égard, il est intéressant de constater une certaine tendance qui se dessine dans l'évolution des destinations des étudiants envoyés. Prenons quelques chiffres parlants : entre 1869 et 1870, donc tout au début de Meiji, quarante sont envoyés aux États-Unis, trente-deux en Angleterre, vingt-cinq en France. C'est bien équilibré, il faut le dire. Mais si l'on prend la période des sept premières années de Meiji, on dénombre deux cent vingt-trois envoyés aux États-Unis, cent soixante-treize en Angleterre, quatre-vingt-un en Allemagne et soixante en France. On constate déjà que la France est devancée par l'Allemagne. Tandis qu'à partir du moment où le système des bourses d'études en Occident est mis en place en 1875 et jusqu'à la



fin de l'ère Meiji (1912), l'Éducation nationale enverra au total deux cents neuf boursiers en Allemagne, trente-huit en Angleterre, vingt-quatre aux États-Unis et seize en France. Il y a un renversement de tendance qui saute aux yeux en faveur de l'Allemagne et au détriment de la France. La préférence des Japonais évolue assez rapidement en matière de modèle pour la construction d'une Nation puissante et prospère.

### **LE MODÈLE FRANÇAIS TROIS FOIS ÉCLIPSÉ**

En 1882, Itô Hirobumi (1841-1909), l'homme d'État le plus important de Meiji <sup>7</sup> part en Europe pour étudier en dix-sept mois la situation constitutionnelle des nations avancées. C'est en Allemagne et en Autriche qu'il s'attarde le plus longuement. On sait que la Constitution de Meiji qui sera promulguée en 1889 est d'inspiration prussienne et allemande <sup>8</sup>. Il est vrai que le droit français était bien introduit sur le sol japonais grâce à Gustave Boissonade (1825-1910), professeur de la Faculté de droit de Paris, engagé dès 1873 comme conseiller juridique du gouvernement de Meiji. Mais l'influence du droit français commença à décliner dans la polémique sur le Code civil que le juriste français avait élaboré. Bien que promulgué en 1890, le Code civil n'entrera jamais en vigueur tel quel <sup>9</sup>. Le juriste français, déçu, rentrera en France en 1895 après vingt-deux ans de services rendus à l'État japonais.

La victoire retentissante de la Prusse sur la France dans la guerre de 1870, les scènes sanglantes de la Commune dont a été témoin le jeune Saionji Kinmochi (1849-1940) <sup>10</sup> à son arrivée à Paris, le régime autoritaire mais efficace du jeune Empire allemand sous la houlette de Bismarck, la conception ethnique et culturelle de la Nation enfin unifiée, sont autant de facteurs qui expliquent la préférence du modèle allemand par rapport au régime républicain à peine rétabli en France après la Commune. La France jouissait d'une grande estime des élites japonaises comme une des deux grandes puissances européennes à côté de l'Angleterre. Mais la politique française les impressionnait par sa grande instabilité avec trois Révolutions, une Restauration et deux Empires. Le

« droit du sang », qui est depuis toujours le critère de la nationalité au Japon, avait été établi par le Code Napoléon. Mais ce principe est repris par les Allemands et c'est via l'Allemagne qu'il est introduit au Japon. Le « droit du sol » à la française, établi dans le code de nationalité de 1889, n'a jamais intéressé les Japonais <sup>11</sup>.

Quoi qu'il en soit, le discours prônant les valeurs de la Civilisation occidentale cédera la place dès le milieu de l'ère Meiji à un autre type de discours affirmant la spécificité de la Culture nationale du Japon. La promulgation de la constitution de Meiji en 1889 fait basculer la balance, de l'ouverture internationale à l'affirmation de l'essence nationale. L'engouement forcené pour l'Occident passe, et apparaît à la place l'attachement à la « japonité » à revaloriser face à l'Occident. Et ce schéma du débat opposant la Civilisation et la Culture, le discours universaliste et le discours particulariste, provient lui aussi du débat que les Allemands ont mené sur leur identité nationale tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Tout en subissant l'influence des Lumières, les Allemands devaient se ressourcer dans leur héritage culturel et linguistique pour retrouver leur propre *Volksgeist* <sup>12</sup>. Un grand écrivain comme Thomas Mann justifiait l'engagement de l'Allemagne dans la Guerre de 1914 au nom de la défense de la *Kultur* contre la *Zivilisation*, donc au nom de l'identité allemande à défendre face au monde occidental anglo-français <sup>13</sup>. De la même manière, l'opposition entre la Civilisation (*Bunmei*) et la Culture (*Bunka*) constituera la matrice du débat du Japon moderne, tiraillé entre le penchant occidentaliste (*ôkashugi*) et le besoin de ressourcement culturel national (*kokusuishugi*).

Le discours nationaliste né dans les années 1890 trouvera son expression ultime dans le thème du « dépassement de la modernité ». Un important colloque a réuni autour de ce thème en 1942 une douzaine d'écrivains et de philosophes qui s'entretenaient sur l'impasse de la modernité occidentale pour déclarer la fin de la modernisation du Japon par l'occidentalisation.

Quant au modèle français de la République héritière de la Révolution, il fut écarté, nous l'avons vu, en faveur du modèle allemand de l'Empire au milieu de Meiji. Mais, à la veille de la Restauration de Meiji, la France n'avait-elle pas déjà perdu la bataille de l'influence sur le Japon au profit de l'Angleterre ? Inutile de rappeler qu'à partir de la défaite dans la Seconde Guerre mondiale, ce sera l'influence américaine qui sera déterminante. L'influence de la culture française est ainsi réduite, au cours de la modernisation du pays du Soleil levant, aux domaines de l'art et de la littérature.

---

**NOBUTAKA MIURA** est professeur d'études françaises à l'université Chûô, Tokyo.

---

1. Si la constitution de Meiji, promulguée en 1889, l'an 22 de Meiji, définit la structure institutionnelle de l'État impérial du Japon, c'est le « Réscrit sur l'éducation », parole sacrée de l'empereur octroyé en 1890, qui dicte les valeurs fondamentales de la religion civile d'État.

2. Natsumé Sôseki est l'écrivain le plus important de Meiji, qui a produit beaucoup après son séjour d'études à Londres entre 1900 et 1903. Pour sa critique de la modernité japonaise, voir ses deux conférences : « La civilisation du Japon moderne » (1911, in *Cent ans de pensée au Japon*, tome I, Picquier, 1996) et « Mon individualisme » (1914, Rivages poche/Petite Bibliothèque, 2004). Son portrait est sur le billet de mille yens.

3. La gauche libérale moderniste est représentée par le penseur politique Maruyama Masao (1914-1996).

4. Murakami Taisuké, Kumon Shunpei et Satô Seizaburô. Ces deux derniers étaient très proches du gouvernement conservateur du Parti libéral démocrate.

5. La première université japonaise est l'Université de Tokyo, fondée en 1877, l'an 10 de Meiji, par le regroupement des structures déjà existantes de recherche et de formation.

6. Par exemple, Sôseki a composé beaucoup de poèmes chinois (*kanshi*) malgré son immense culture en littérature anglaise.

7. Son portrait est sur l'ancien billet de mille yens.
8. Nakaé Chômin publie en 1882-1883 la traduction commentée du *Contrat social*. Mais l'inspiration rousseauiste fut marginale dans l'élaboration de la constitution.
9. Des juristes influents de l'école allemande s'en prirent violemment au Code de Boissonade qui ne leur paraissait pas conforme à l'éthique traditionnelle de la famille japonaise. Le titre de l'article de Hozumi Yatsuka, professeur de droit de l'Université impériale de Tokyo, «*Minpô-idété-chûkô-horobu* » (Le Code civil entré en vigueur, périront la fidélité pour le maître et la piété familiale) en dit long sur la teneur de la polémique.
10. Il a vécu dix ans à Paris à partir de 1870 et sera deux fois Premier ministre à la fin de l'ère Meiji. Il représente le Japon dans la conférence de Paris de 1918.
11. L'étude anthropologique d'Emmanuel Todd sur la distribution des formes de famille traditionnelles selon les régions semble apporter un élément d'explication sur le pourquoi du rapprochement entre le Japon et l'Allemagne à l'âge moderne. Voir *L'invention de l'Europe*, Seuil, 1990.
12. Voir sur l'enjeu de ce débat, Alain Finkielkraut, *La Défaite de la pensée*, Gallimard, 1987.
13. *Considérations d'un apolitique*, 1918.